

Policy Paper

La quête de puissance tous azimuts de la Russie : "Étranger proche", Moyen-Orient et Afrique

Par Abdelhak Bassou

PP - 16/22

Lorsque l'URSS (Union des Républiques socialistes soviétiques) est démantelée ; il s'installe en Occident un sentiment de victoire définitive qui porte au trône du monde la puissance occidentale, démocratique et libérale. La mondialisation, qui avait timidement pointé du nez durant les années 80, commence à s'ériger en occidentalisation du monde.

L'Occident n'avait pourtant pas su gérer sa victoire. Au lieu d'intégrer le continuateur de l'URSS, il le marginalise et l'humilie ; une erreur doublée par le statut de puissance nucléaire et politique qu'il accorde à la Russie en lui permettant d'occuper le siège de l'URSS à l'ONU et en transférant une partie de l'arsenal nucléaire hérité par Kiev à Moscou.

Boris Eltsine avait incarné cette Russie humiliée, marginalisée et reléguée au rang de petite puissance régionale. Son successeur, Vladimir Poutine, nostalgique de la grandeur des empires tsarien et soviétique, entreprend avec grande conviction de chercher dans la gloire du passé, les ressorts d'une résurrection de la puissance de Moscou. Méthodiquement, une stratégie séquentielle va lui permettre d'aller successivement de la construction d'une nouvelle doctrine russe à la réclamation d'un rôle dans la régulation du monde, en passant par le renforcement de l'État, le renforcement de l'armée et des interventions militaires tous azimuts.

About Policy Center for the New South

Le Policy Center for the New South (PCNS) est un think tank marocain dont la mission est de contribuer à l'amélioration des politiques publiques, aussi bien économiques que sociales et internationales, qui concernent le Maroc et l'Afrique, parties intégrantes du Sud global.

Le PCNS défend le concept d'un « nouveau Sud » ouvert, responsable et entreprenant ; un Sud qui définit ses propres narratifs, ainsi que les cartes mentales autour des bassins de la Méditerranée et de l'Atlantique Sud, dans le cadre d'un rapport décomplexé avec le reste du monde. Le think tank se propose d'accompagner, par ses travaux, l'élaboration des politiques publiques en Afrique, et de donner la parole aux experts du Sud sur les évolutions géopolitiques qui les concernent. Ce positionnement, axé sur le dialogue et les partenariats, consiste à cultiver une expertise et une excellence africaines, à même de contribuer au diagnostic et aux solutions des défis africains.

A ce titre, le PCNS mobilise des chercheurs, publie leurs travaux et capitalise sur un réseau de partenaires de renom, issus de tous les continents. Le PCNS organise tout au long de l'année une série de rencontres de formats et de niveaux différents, dont les plus importantes sont les conférences internationales annuelles « The Atlantic Dialogues » et « African Peace and Security Annual Conference » (APSACO).

Enfin, le think tank développe une communauté de jeunes leaders à travers le programme Atlantic Dialogues Emerging Leaders (ADEL). Cet espace de coopération et de mise en relation d'une nouvelle génération de décideurs et d'entrepreneurs, est déjà fort de plus de 300 membres. Le PCNS contribue ainsi au dialogue intergénérationnel et à l'émergence des leaders de demain.

Policy Center for the New South

Suncity Complex, Building C, Av. Addolb, Albortokal Street, Hay Riad, Rabat, Morocco.

Email : contact@policycenter.ma

Phone : +212 5 37 54 04 04 / Fax : +212 5 37 71 31 54

Website : www.policycenter.ma

POLICY PAPER

La quête de puissance tous azimuts de la Russie : "Étranger proche", Moyen- Orient et Afrique

Par Abdelhak Bassou



THINK • STIMULATE • BRIDGE

L'action de Vladimir Poutine, séquentielle en termes de préparation et de construction, s'est voulue cumulative en termes d'intervention. En effet, il intervient simultanément et sans ordre chronologique aussi bien dans son "étranger proche", au Moyen-Orient et en Afrique, en espérant que ses actions versent toutes dans le même objectif, celui de rendre à la Russie son éclat tsarien et soviétique.

Sa dernière intervention en Ukraine (encore en cours) montre que si l'objectif de recouvrement du statut de puissance mondiale n'est pas encore acquis, il n'en reste pas moins vrai que la Russie s'est donné les moyens d'une puissance capable de nuisance à l'Occident et d'interférence dans l'ordre mondial.

Introduction

L'Union des républiques socialistes soviétiques du début des années 80 est dans un état déplorable aux plans économique et social. C'est la situation que va hériter Mikhaïl Gorbatchev lorsqu'il devient secrétaire général du parti communiste en mars 1985. Il était auparavant secrétaire à l'Agriculture, un poste où il avait pris conscience de la morbidité de l'économie soviétique. C'est nanti de cette conscience qu'il entreprit, dès son accession au pouvoir, de réformer le pays. Deux politiques sont alors envisagées :

- La Perestroïka ou "Reconstruction" qui visait, tout en gardant le régime communiste, d'introduire par doses graduelles une économie de marché apte à développer l'essor économique et donner à l'URSS les instruments de sa puissance ;
- La Glasnost ou "Transparence" pour couper l'ancienne opacité du système et permettre de révéler les dysfonctionnements afin de pouvoir y remédier.

Dans le fond, l'ambition de Gorbatchev voulait une Union des Républiques socialistes soviétiques toujours adossée à une idéologie communiste, mais transparente et dont l'économie s'apparente de plus en plus à l'économie du marché. Il voulait donner à la puissance politico-militaire (surtout nucléaire) un pendant socio-économique qui complète et renforce son statut de puissance mondiale. Il avait compris que sans une soupape d'échappement sous forme de semblant de libertés sociales et sans une certaine libéralisation de l'économie, quoique relative, l'URSS était loin de pouvoir conserver son statut de deuxième pôle de la politique mondiale. Au niveau militaire, Gorbatchev était pleinement conscient de la disproportionnalité entre les capacités économiques du pays et la nécessité du maintien et de l'entretien de la puissance militaire. « Il sait qu'il n'a plus les moyens de sa politique militaire. Il doit réduire drastiquement son budget militaire, ses engagements extérieurs, et tout simplement injecter massivement de l'argent dans la reconstruction économique du pays ».¹

M. Gorbatchev ne voulait à aucun moment démanteler l'URSS. Il fut surpris par le nationalisme dormant des républiques soviétiques qui, profitant de la nouvelle politique de Gorbatchev, va multiplier les déclarations d'indépendance de ces républiques, l'Allemagne se réunifie après la chute du Mur de Berlin qui annonce la fin de l'URSS.

Que devient alors la Russie post-URSS ? Une puissance globale ? Une puissance régionale ? Un pays ordinaire ?

1. André Champagne, historien, chroniqueur radio et enseignant québécois.

Un grand décalage se dessine entre ce que les Occidentaux ont voulu faire de la Russie et les ambitions des nationalistes russes. De Eltsine, premier président de la communauté des États indépendants, à son successeur, Vladimir Poutine, se trace un parcours de recherche de la puissance perdue. Un retour à la gloire de l'URSS est en quelque sorte la réalisation, en partie, du véritable objectif de Gorbatchev. Avoir moins de communisme et de socialisme, mais rester grand et puissant.

Ce Papier tente de retracer les différentes actions entreprises dans le cadre de stratégies cumulatives et séquentielles, les étapes qui marquent la volonté russe de rechercher dans le futur un passé dont elle est tant nostalgique.

I. Russie post-soviétique : de l'humiliation à la quête de puissance

1. De Gorbatchev à Eltsine : la décennie de l'humiliation

Reléguée au niveau d'une puissance régionale moyenne, au lendemain de la dislocation de l'empire soviétique, la Russie a plongé durant la décennie des années 90 dans une sorte de léthargie et de décadence² qui contrastait avec l'ambition nationale russe de vouloir rompre avec l'héritage soviétique communiste, tout en espérant maintenir la puissance et l'influence globale de l'ex-URSS. Boris Eltsine, considéré comme réformateur, n'avait pas réussi à venir à bout de l'instabilité que générait la transition d'un modèle soviétique totalitaire à un autre censé être plus démocratique ou qui, au moins, présentait un tel espoir. Le premier président de l'après chute du Mur de Berlin avait conduit un régime jugé réformateur et instable où la Russie vit cohabiter des rêves de grandeur et des réalités de déchéance :

- le premier sentiment d'humiliation chez les Russes provenait du fait de se voir subitement dépendre de manière inédite de cette autre partie du monde qu'ils ont toujours considérée comme ennemie. De plus, des millions de Russes, qui sous l'Union soviétique, se sentaient chez eux, quel que soit le pays de l'Union où ils avaient élu domicile, se sont trouvés dans une position d'étrangers par rapport à la Russie, après le démantèlement de l'URSS. Ils sont devenus Ukrainiens, Géorgiens, Biélorusses, ou autres. Les Russes de Russie, surtout les nationalistes, partageaient la déchéance de leurs frères devenus citoyens d'autres pays ; qui perdent leur identité russe pour n'en garder que la qualité de russophone. Les Russes ne pouvaient plus les considérer comme concitoyens, mais comme des "étrangers proches" ;
- la nouvelle Russie, (post soviétique) fut ensuite traumatisée par la première guerre de Tchétchénie. L'accord qu'elle fut obligée de signer avec les Tchétchènes le 31 août 1996, après de lourdes pertes, accorde à ces derniers une indépendance gouvernementale. Les Russes ne pouvaient ni comprendre ni digérer comment leur grande nation avait pu se faire humilier par des combattants sous-équipés et sous-entraînés ;
- l'autre grand choc que subissent les Russes, toujours en termes d'humiliation, fut la guerre en ex-Yougoslavie. Le grand frère russe ne pouvait pas venir en aide à ses petits frères serbes du panslavisme orthodoxe, il regardait impuissant, comme si Moscou n'avait jamais été cette grande puissance qui avait tenu l'Occident à distance de la Yougoslavie et des protégés slaves de l'empire soviétique.

2. Jean-François Bouthors écrivait dans un article intitulé " La vraie nature de l'humiliation russe " : « La première décennie postsoviétique avait été, en définitive, totalement humiliante pour les Russes, qui voyaient bien dans quelle déliquescence sombrait leur pays. La démocratie devenait haïssable, chargée du soupçon de toutes les manipulations ». Voir : <https://esprit.presse.fr/actualites/jean-francois-bouthors/la-vraie-nature-de-l-humiliation-russe-43907>

Gorbatchev espérait voir la Russie post-communiste faire l'objet d'un accueil chaleureux par l'Europe, il était loin d'imaginer la marginalisation et l'humiliation qu'allait connaître son pays. Les Russes croyaient abandonner le communisme et le soviétisme, mais en gardant les honneurs de la grande puissance qu'ils furent lorsqu'ils conduisaient l'URSS. L'ancien conseiller de Mikhaïl Gorbatchev, M. Andreï Gratchev, évoque le comportement des Européens envers la Russie post-communiste avec une sorte d'amertume ; il relève que la Russie n'a jamais été accueillie et récompensée par l'Europe, pour avoir démantelé un régime communiste et totalitaire. Selon lui « ... Au contraire, elle a été traitée comme suspecte. Donc la Russie post-communiste, en partie anti-communiste, n'est pas devenue, malgré ses espérances, un partenaire égal et une partie intégrante de la nouvelle Maison commune européenne dont parlait Gorbatchev ». Gratchev croit également qu'un amalgame s'est opéré dans l'esprit des Européens. Ils ont interprété la disparition de l'Union soviétique comme étant la fin de toute velléité de puissance de la part de la Russie. L'Occident, États-Unis en tête, croyait fermement durant les années 90 en l'installation définitive d'un monde unipolaire, avec, comme le disait Poutine dans son discours à Munich le 10 février 2007, « un seul centre de pouvoir, un seul centre de force, et un seul centre de décision ».

Paradoxalement à l'insignifiance que prenait la Russie aux yeux de l'Occident, ce dernier n'avait point hésité à la considérer comme **État continuateur de l'URSS**, en héritant de son siège permanent au Conseil de Sécurité de l'ONU et de son arsenal nucléaire. Ces deux instruments de puissance politico-militaire de la Russie ne coïncidaient pas avec le statut de puissance moyenne que l'Occident voulait lui assigner.

2. Après Eltsine, Poutine surgit de nulle part

- *Vladimir Vladimirovitch Poutine : la succession à Eltsine*

L'ère de Boris Eltsine prenait en réalité fin dès l'entame de son second mandat. L'opération du cœur qu'il avait subie en 1996 avait diminué ses capacités à réaliser, ne serait-ce qu'en partie, les réformes (tant attendues par les Russes qui l'ont réélu), notamment en ce qui concerne la transformation du système politique.³ Il se retire de la présidence, six mois avant la fin de son deuxième mandat, à la fin de l'année 1999, et nomme celui qui lui servait de premier ministre et qu'il avait désigné pour lui succéder, celui qui fut son chef de cabinet adjoint et patron de ses services de renseignement : Vladimir Vladimirovitch Poutine. Eltsine faisait confiance à Poutine, mais de là à le désigner comme successeur à la tête de l'État, il n'y avait qu'un pas, il était franchi après un événement survenu en mars 1999.

Poutine était proche d'Eltsine, mais leur relation devient plus étroite à partir de mars 1999. Les proches du chef de l'État avaient été visés par une enquête ouverte par le procureur général de Russie au sujet de pots-de-vin qui leur auraient été versés par la société Mabetex pour obtenir le chantier de rénovation du Kremlin. Eltsine fait appel à Poutine, alors directeur du FSB, et lui demande de faire enterrer l'enquête. Vladimir Poutine se présente quelques jours plus tard à la télévision et dévoile la vidéo d'un homme qui "ressemble au procureur général", en pleine action avec deux prostituées. Le scandale éclate autour du procureur et l'affaire de corruption fut étouffée.⁴ Un tel acte de dévouement finit par conforter Eltsine dans sa conviction de l'entière loyauté de son Directeur du Renseignement. Il le nomme premier ministre en août 1999. Il lui succède après sa démission et fut élu président en 2000.

3. Le 31 décembre 1999, Boris Eltsine annonce sa démission en demandant pardon aux Russes pour les rêves communs « qui ne se sont pas réalisés », écrit Olga KonKKA, docteure en études slaves, et chargée de cours en langue et civilisation russes à l'université Bordeaux Montaigne.

4. Vladimir Fédorovski ; "Poutine l'itinéraire secret".

Walter Laqueur problématise l'arrivée de Poutine au pouvoir dans ces termes : « Était-il dans l'âme un réformateur, sympathisant avec les libéraux, ou un conservateur ? Voulait-il changer le pays, ou considérait-il comme sa principale priorité l'apaisement du pays et sa tranquillisation après de nombreuses années de troubles ? ».⁵

II. Poutine à l'œuvre, effacer les affronts

1. Revanche sur les Tchétchènes, montrer la puissance

L'une de ses premières actions visait à effacer l'affront tchétchène. Mater cette rébellion qui avait osé défier la puissante Russie, lui tenir tête et l'humilier, hantait Vladimir Poutine. Il entame la tâche de venir à bout de ceux qu'il qualifie de terroristes dès sa nomination comme premier ministre. Il les combat par tous les moyens et partout.⁶ Devenu président, il fait cause commune avec le président Bush dans la guerre contre le terrorisme et en profite pour « aligner sa campagne brutale contre les rebelles musulmans tchétchènes sur le combat de l'Amérique contre Al Qaeda ».⁷

2. Mettre les oligarques au pas, réinstaller l'État fort et craint

Capitalisant sur sa victoire contre la rébellion tchétchène, Poutine se penche sur la nature du pouvoir de l'État. La période de Eltsine avait été une ère de "non-droit, durant laquelle les oligarques pouvaient, plus ou moins, atteindre ce qu'ils voulaient – économiquement et politiquement – Ils pouvaient manipuler le président et n'avaient aucune raison de craindre la loi".⁸ Les oligarques avaient sous Eltsine nourri l'ambition de cumuler à la fois tous les pouvoirs (économique et politique). Poutine commence par glisser le centre du pouvoir des oligarques vers d'anciens amis du temps où il était à la mairie de Saint-Pétersbourg, vers d'anciens collègues du KGB (ils constituaient de 1/4 à 1/3 de l'appareil d'État), et vers des militaires. Plusieurs oligarques qui l'avaient supporté au début ont fini par s'opposer à lui quand ils ont compris sa volonté de devenir la seule source de pouvoir et qu'ils devaient se soumettre. Il arriva finalement à installer sa propre oligarchie parmi ceux qui acceptaient de s'enrichir mais sous le contrôle politique total de l'État/Poutine. Les autres, comme Boris Berëzovski (qui se suicida en mars 2013), Alexandre Litvinenko (qui fut empoisonné à Londres en 2006), et d'autres qui voulaient s'enrichir tout en étant les faiseurs de rois, avaient perdu leurs fortunes financières et souvent leurs vies sans garder le pouvoir politique qu'ils avaient acquis avec Boris Eltsine.

3. Doter la nouvelle Russie d'une doctrine politique

Poutine n'est pas seulement l'ancien agent du KGB, homme du terrain et homme politique, il développe également des tendances à la culture, aux théories politiques et au droit ; sa thèse soutenue au département de droit à l'université de Leningrad se penchait sur "Le principe commercial de la nation la plus favorisée en droit international". Un de ses formateurs, colonel retraité du KGB, dit se rappeler une certaine tendance académique chez Poutine.⁹ Aussi avait-il

5. Walter Laqueur: "Putinism, Russia and its future with the west"; Thomas Dunne Books St. Martin's Press, New York, p. 113.

6. Vladimir Poutine blêmit de colère lorsqu'il déclare le 23 septembre 1999 dans une conférence de presse : "Les avions russes frappent et vont continuer à frapper exclusivement les bases des terroristes. Et ça va continuer, où que les terroristes se trouvent. On poursuivra les terroristes partout, dans les aéroports s'ils sont dans les aéroports. Excusez-moi mais, s'il le faut, (...) on les butera jusque dans les chiottes".

7. Hillary Clinton : " Le Temps des décisions, 2008-2013", Fayard, p. 281.

8. Walter Laqueur op.cit. p.49.

9. Walter Laqueur op.cit. p.111.

compris qu'il ne pouvait asseoir une puissante Russie sans s'adosser à une doctrine qui renforcerait ses ambitions politiques.

La nouvelle doctrine de Poutine ne regrette pas le communisme de l'URSS, mais plutôt la disparition de sa grandeur, lorsqu'aucune autre nation ne pouvait imposer sa volonté à Moscou.

Une ère où Moscou était un centre de puissance. D'où le double sentiment de Poutine envers l'empire soviétique, une expression du cœur qui regrette sa disparition comme puissance et une expression de la raison qui s'oppose à son retour comme ancre de communisme : « Tout Russe qui ne regrette pas la fin de l'Union soviétique n'a pas de cœur, mais tout Russe qui veut un retour de l'Union soviétique n'a pas de cervelle », avait-il dit en 2004. Poutine voudrait donc une Russie puissante, mais non communiste. La disparition de l'URSS ne doit pas générer un monde unipolaire. Poutine s'oppose au communisme mais également à la suprématie du capitalisme occidental, où règne un "unique maître, un unique souverain".¹⁰ Deux leviers sont à la base de la doctrine de Poutine. Le nationalisme/patriotisme et le traditionalisme socioreligieux. Les deux incarnés par un État fort et omniprésent. Vladimir Poutine a distribué trois ouvrages aux hauts-fonctionnaires¹¹ :

- **"L'inégalité"** de Nicolas Berdiaev (1874-1948) dont la pensée se fonde sur le christianisme et sur la notion de liberté ;
- **"La justification du bien"** de Vladimir Soloviev (1853-1900) philosophe russe, antirévolutionnaire et voulant associer le temporel au spirituel pour un meilleur fonctionnement de la vie de la Cité, et ;
- **"Nos missions"** d'Ivan Iliev (1883-1954), philosophe russe dont la philosophie slavophile, est orthodoxe et anticommunisme.

Cette distribution d'ouvrages doctrinaux et philosophiques montre l'importance pour Poutine de diffuser parmi ceux qui servent la nouvelle Russie une doctrine qui peut servir à impulser le sentiment de patriotisme en assurant le minimum d'endoctrinement requis pour servir la nouvelle cause : une Russie puissante.

III. Montrer la puissance : chantier de règne de Poutine

La Russie de l'après-guerre froide trouve ses mythes fondateurs dans l'image de deux empires ; celui des Tsars et celui de l'URSS ; ces deux empires ont toujours cherché à faire du territoire russe un noyau central protégé à ses frontières par des tampons qui amortissent les chocs et les pressions venus de l'empire ottoman, entre le XVIème et le XIXème siècles ou de l'ennemi occidental (l'OTAN) lors de la guerre froide. L'empire russe de Poutine ne fait pas exception à cette règle. L'entité antagoniste (l'Occident) est déjà allée trop loin dans sa proximité de la frontière russe et il ne saurait être question de lui permettre d'arriver jusqu'en Ukraine.

Les réflexions du président Poutine sur la dislocation de l'URSS montrent à quel point il regrette la puissance disparue de l'empire soviétique, sans pour autant défendre l'idéologie de l'ère soviétique. Lorsque Poutine témoigne publiquement que : « qui ne regrette pas l'Union soviétique n'a pas de cœur, qui souhaite la restaurer n'a pas de tête », il exprime de manière nuancée qu'on

10. Discours de Vladimir Poutine à Munich le 10 février 2007.

11. Voir : <https://www.revueconflits.com/vladimir-poutine-philosophie-russie-etienne-de-florac/>

ne doit pas chercher à rétablir ou restaurer le communisme, mais qu'il est regrettable d'avoir perdu l'étendue territoriale de l'URSS. Le président Poutine regrette la perte de l'espace géographique et la puissance de l'URSS, sans regretter la disparition de l'idéologie communiste. C'est ce que l'écrivain Viktor Erofeïev énonce pour résumer la doctrine de Poutine faisant fonction d'idéologie de la nouvelle Russie : « La condamnation du communisme comme idéologie impraticable, mais la réhabilitation de l'État dans sa dimension impériale ». ¹² Cette dimension impériale se comprend aussi bien dans une certaine hégémonie territoriale que dans la réhabilitation de la puissance, surtout militaire.

1. La modernisation de l'arsenal militaire

Dans un article intitulé « L'armée russe entre déclin, réforme et renaissance » ¹³, Crone Olivier, fait le constat de la précarité de l'armement soviétique au lendemain de la chute de l'URSS, un arsenal dont la Russie hérite de plus de la moitié (voir tableau ci-après).

Part russe des équipements militaires soviétiques (1992)

Équipement des catégories limitées par le traité sur les forces conventionnelles en Europe (FCE)	Union soviétique	Russie
Chars	20 725	10 333
Pièces d'artillerie	13 938	7 719
Véhicules blindés	29 890	16 589
Avions de combats	6 611	4 161
Hélicoptères	1 481	1 035
Total équipements	72 645	39 837

Source : Steven E. Miller, « Moscow's Military Power: Russia's Search for Security in an Age of Transition », in Steve Miller, Dmitri Trenin (éd.), *The Russian Military*, Cambridge (Mass.), AAAS/MIT Press, 2004.

L'auteur étaye ses constats en comparant l'état des armements que la Russie avait utilisés pour ses interventions en Tchétchénie avec celui de l'arsenal utilisé par les Américains lors de la première guerre du Golfe, pour aboutir à signaler le grand retard technologique qu'accusait l'armée russe.

Le premier à partager cette vision n'est autre que Vladimir Poutine. Le président russe était convaincu qu'il ne pouvait atteindre ses ambitions stratégiques sans un effort soutenu de la modernisation de son arsenal militaire. Un autre fait survenu en 2002 renforce la conviction de Poutine quant à la nécessité de la modernisation de l'armée russe et de ses armements et équipements. En effet, en 2002 les États-Unis sortent de l'accord sur la limitation des systèmes de défense antimissiles. En développant, sans limite aucune, leur système de défense anti-missile, les Américains se soustraient aux effets de la deuxième frappe (riposte) et rompent ainsi l'équilibre stratégique. Dans son discours devant la Douma le premier mars 2018, Poutine fait de la présentation du nouveau missile balistique intercontinental lourd, "Sarmat" un événement de premier ordre. Poutine explique que si les USA et l'OTAN veulent neutraliser la Russie en augmentant leurs capacités défensives, cette dernière augmente ses capacités offensives. L'Occident n'échappera pas ainsi aux dégâts de la riposte si jamais il enclenche une première frappe. Ce souci de riposte nucléaire hantera toujours Poutine et renforce sa conviction dans le développement du supersonique.

12. Voir : « Les évolutions du discours identitaire en Russie » https://www.diplomatie.gouv.fr/IMG/pdf/carnetscaps1ll_cle845118.pdf

13. Crone, Olivier. « L'armée russe entre déclin, réforme et renaissance », *Outre-Terre*, vol. 19, no. 2, 2007, pp. 89-100.

L'effort de la modernisation de l'arsenal nucléaire compense dans la vision de Poutine l'asymétrie en termes d'armement classique. Le principe s'est bien démontré lors de l'invasion de l'Ukraine. Toute défaite de l'armée russe dans son opération spéciale entraînerait une guerre nucléaire. Ce chantage au nucléaire paralyse les USA, l'OTAN et l'Ouest, contraint de consentir à laisser la Russie atteindre ses objectifs. Tout le long de la guerre en Ukraine, les différents niveaux de l'État russe invoquaient la guerre nucléaire à chaque fois que la Russie fut en difficulté.

2. Interventions dans le voisinage immédiat et le Moyen-Orient

Les interventions militaires russes dans les territoires de pays tiers se sont multipliées depuis l'arrivée de Poutine au pouvoir. Elles matérialisent la nouvelle doctrine nationaliste et hégémonique du président russe.

- *L'«Étranger proche»*

«L'Étranger proche» désigne les pays de la Communauté des États Indépendants (CEI)¹⁴, un cadre créé en 1991 pour regrouper les anciennes entités de l'URSS, devenues indépendantes après la chute de l'empire soviétique (voir carte ci-dessous). Les trois Républiques baltes – Estonie, Lettonie et Lituanie- avaient décliné toute insertion dans la CEI pour se tourner vers l'Occident et l'Organisation du Traité de l'Atlantique nord (OTAN). L'Ukraine, pour sa part, quitte la CEI en 2014.

Carte des pays que la Russie considère comme «Étranger proche»



Source : <https://www.facebook.com/LeDessousDesCartes/photos/a.10157067851087990/10157067852712990/?type=3>

14. Ces pays sont : la Russie, en trois sous-ensembles : à l'Ouest, la Belarus, l'Ukraine et la Moldavie, les trois pays du Caucase - Arménie, Azerbaïdjan et Géorgie - et les cinq États d'Asie centrale : Turkménistan, Kazakhstan, Ouzbékistan, Tadjikistan et Kirghizstan.

Après la chute de l'URSS, la Russie n'a jamais cessé de multiplier les actions tendant à promouvoir l'intégration de cet espace, prioritaire dans sa politique étrangère, dans ses stratégies de sécurité et de défense et dans sa vision géopolitique (voir encadré ci-après).

Extrait de : « Les relations avec la Russie : comment sortir de l'impasse ? »

https://www.senat.fr/rap/r15-021/r15-021_mono.html#toc25

Les organisations régionales mises en place par la Russie entre 1991 et 2012. La Communauté des États indépendants (CEI) a été créée par les accords de Minsk du 8 décembre 1991. Composée de onze des anciennes républiques soviétiques (Arménie, Azerbaïdjan, Biélorussie, Kazakhstan, Kirghizstan, Moldavie, Ouzbékistan, Russie, Tadjikistan, Turkménistan et Ukraine qui quitte la Communauté en 2014), la CEI vise à créer un espace d'intégration économique et militaire, œuvrant à la coordination des politiques étrangères ou encore à la coopération en matière de défense et de sécurité des frontières.

La Communauté économique eurasiatique (EurAsEc) rassemble la Biélorussie, le Kazakhstan, le Kirghizstan, la Russie, le Tadjikistan et l'Ouzbékistan. Instaurée par le traité d'Astana d'octobre 2000, l'EurAsEc cherche à favoriser les échanges en développant notamment un marché énergétique commun et en harmonisant des législations nationales.

L'organisation du traité de sécurité collective (OTSC) a été créée en 2002 et remplace le Traité de sécurité collective de 1992. Cette organisation défensive, qui compte les mêmes membres que l'EurAsEc, avec l'Arménie en plus, est souvent perçue comme le complément militaire de la Communauté économique eurasiatique. Elle œuvre en effet à la sécurité des États membres en se concentrant sur la coopération militaire, la stabilité régionale ou encore la lutte contre le terrorisme.

L'Organisation de coopération de Shanghai (OCS) a été lancée en 1996 sous le nom de Groupe de Shanghai avant d'être renommée en 2001. Ses membres (Russie, Chine, Kazakhstan, Kirghizstan, Ouzbékistan et Tadjikistan) coopèrent sur trois grands objectifs sécuritaires : le terrorisme, l'extrémisme et le séparatisme. Au-delà de la stabilisation en Asie centrale, l'OCS permet d'inclure dans un même outil multilatéral la Russie et la Chine et ainsi de faire converger leurs intérêts.

L'Union douanière, qui réunit la Russie, la Biélorussie et le Kazakhstan, est l'aboutissement d'un processus lancé en 2009 et entrée en vigueur en juillet 2010. Ce partenariat est un projet ambitieux qui compte déjà quelques résultats à son actif comme la mise en place d'une taxe douanière commune ou encore l'abolition des contrôles douaniers aux frontières. A terme, l'Union douanière devrait pouvoir s'ouvrir à d'autres États membres de l'EurAsEc.

Source : Les Notices de la Documentation française - Le positionnement international de la Russie

Aux yeux du Kremlin, c'est dans cette doctrine de l'"Étranger proche" que les incursions militaires russes dans les pays voisins trouvent leur justification.

En Moldavie, en Géorgie ou encore en Ukraine, qu'elle a toutes amputées de parties de leurs territoires (Transnistrie, Ossétie du Sud, Abkhazie et Donbass), la Russie reste fidèle à sa stratégie de réponse à toute volonté de quitter le giron russe, de la part des pays de la CEI. Cette

stratégie, qui lui permet de contrer les ambitions d'élargissement de l'OTAN et de l'Europe¹⁵ et d'hypothéquer la souveraineté et la décision politique des États voisins insurgés, se décline en quatre étapes :

- une minorité russophone qui est repérée au sein du pays récalcitrant, est incitée au soulèvement contre le gouvernement en place ;
- le soulèvement est transformé en demande d'autonomie, voire d'indépendance ;
- la Russie déploie une force militaire pour venir en aide aux insurgés dont elle reconnaît l'indépendance ;
- des troupes militaires russes s'installent dans ces territoires déclarés indépendants en créant ainsi une situation d'instabilité incompatible avec toute adhésion à l'UE ou l'OTAN ;
- dans certains de ces territoires, un référendum est organisé pour déclarer le rattachement à la Russie.

L'annexion de la Crimée et la création d'entités insurgées au Donbass, en 2014, ainsi que la guerre contre l'Ukraine, déclenchée en février 2022, entrent dans cette même stratégie de l'"Étranger proche" adoptée par le président russe. Cette opération ne semble pas aller dans le sens des vœux du président Poutine et ses développements risquent d'être un tournant dans la politique russe ; au vu de l'importance géopolitique de l'Ukraine.

• *Le Moyen-Orient*

Vladimir Poutine est conscient du fait qu'il ne peut rétablir les titres de noblesse de la Russie et lui redonner son statut de puissance globale que si son action et son influence dépassent le cadre régional pour s'étendre à plusieurs régions de la planète, principalement celles où les puissances établies (USA, Chine et Europe) sont déjà installées et d'où elles marquent de leurs empreintes les destinées du monde. Le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord font partie de ces zones où la Russie se voit contrainte d'agir si elle veut rivaliser avec les grands du monde.

• *La Syrie, l'opportunité rêvée*

À la suite des soulèvements qui ont agité les pays de la région MENA, dans le cadre de ce qui est qualifié de "Printemps arabe", le régime syrien fut parmi ceux qui avaient tenté de régler la crise par la violence. Le rapport des forces entre le régime, soutenu par l'Iran et le Hizbollah, et plusieurs factions rebelles ainsi que des groupes et cellules terroristes, ne tarda pas à basculer en faveur de ces derniers. Bechar El Assad ne contrôlait à l'aube de l'année 2015 que le tiers du territoire syrien ; le reste se trouvait soit sous le contrôle des groupes islamistes, dont Daech, qui avait pris El-Raqa pour capitale, soit sous celui de la force internationale, principalement occidentale.

Vladimir Poutine, qui avait récupéré entre-temps le poste de président, trouve dans la situation précaire du président syrien l'occasion de réimposer la Russie comme puissance agissante au Moyen-Orient. Les Russes, appelés à la rescousse par Bechar El-Assad, interviennent en Syrie et aident le président El-Assad à retrouver une position de force, moyennant des concessions qui vont renforcer la présence russe non seulement au Moyen-Orient, mais également en Méditerranée.

15. Bassma Kodmani, Senior fellow à l'Institut Montaigne, rappelle la hantise de Vladimir Poutine, par l'élargissement de l'OTAN et de l'UE dans un article qu'elle signe en mars 2022 : " il fallait non seulement mettre un coup d'arrêt à ce qu'il (Vladimir Poutine) dénonce comme "l'otanisation" et l'eupéanisation rampantes de ses voisins immédiats, mais aussi se projeter, comme au temps de l'URSS, dans différents points du globe en appuyant des régimes clients et en satellisant d'autres.

La victoire russe en Syrie, quoique discutable, permet à Moscou de devenir un interlocuteur incontournable aux yeux du monde et principalement parmi les États du Moyen-Orient.

- ***Turquie et Iran, des relations spéciales***

Avec la Turquie :

Il existe un certain parallélisme entre les histoires turques et russes. À l'empire ottoman correspond celui des Tsars, à l'URSS, la Turquie Kémaliste et à la Russie de Poutine, la Turquie d'Érdogan. À l'hostilité des régimes impériaux succède une convergence des héritiers communistes et Kémalistes. Russes et Turcs du XXI^{ème} siècle, nostalgiques de leurs gloires anciennes, veulent à la fois coopérer pour contenir les nouvelles puissances (notamment occidentales) mais sur un fond de méfiance historique qui tempère toute tendance à une entente parfaite, saine et transparente. Cette relation s'est illustrée lors de l'intervention russe en Syrie où les deux pays ont pu entretenir une paix belliqueuse qui les a maintenus à distance dans la proximité. Ils sont en effet voisins frontaliers et tous les deux concernés dans l'affaire syrienne, avec des intérêts divergents. Ils vont cependant se ménager l'un l'autre et éviter toute crise majeure pouvant les pousser à la confrontation. Les deux pays veulent conserver une certaine entente tout en marquant leurs divergences d'intérêt et leur identification dans de bords différents, voire opposés.

Avec l'Iran :

L'Iran et la Russie se partagent l'aversion envers l'Occident. Les deux pays sont motivés par une volonté inébranlable de voir un nouvel ordre mondial sans l'hégémonie occidentale, particulièrement américaine. La relation Russie/Iran reste presque identique à la relation Russie/Turquie à deux différences près :

- à l'opposé de la Turquie, l'Iran n'est pas un allié de l'Occident, son hostilité à ce dernier est doctrinale et pas seulement stratégique, d'où des potentialités de rapprochement plus fortes entre Russes et Iraniens qu'entre Russes et Turcs. Il en découle la deuxième différence ;
- la Russie et l'Iran peuvent développer des coopérations opérationnelles, voire même des alliances et une certaine interopérabilité sur le terrain. Une relation quasiment impossible avec la Turquie, membre de l'OTAN. Ceci s'est vérifié en Syrie où les Iraniens ont combattu aux côtés des Russes et en Ukraine où l'Iran préparerait selon certaines informations le transfert à la Russie des drones de fabrication iranienne.¹⁶

IV. Place de l'Afrique dans la stratégie russe de puissance

1. L'acquis soviétique en Afrique

La Russie n'est pas un nouveau venu en Afrique. En effet, les relations entre l'Afrique et Moscou se sont renforcées durant la période soviétique avec l'URSS. À la veille des indépendances de certains pays africains et aux premiers jours de libération de certains autres, les mouvements de libération ou les États fraîchement construits se définissent en deux grandes catégories :

- certains pays africains dont les indépendances ont été acquises dans le cadre de pourparlers

16. Déclaration en juillet 2022 du Conseiller américain à la sécurité nationale, Jake Sullivan.

et de négociations avec le colonisateur (souvent un pays occidental) ou de mouvements de libération qui prônaient ce même processus de négociation pour l'indépendance, sont idéologiquement restés dans le giron occidental, premier pôle de la guerre froide ;

- d'autres pays, dont les indépendances ont été obtenues dans le cadre de luttes armées contre les occupants occidentaux, ainsi que les mouvements de libération qui prônaient la lutte armée contre l'Occident et son idéologie ont préféré adopter une obédience au clan de l'Est conduit par Moscou, l'autre pôle de la guerre froide.

La proclamation d'appartenance au mouvement des non-alignés ne changeait, dans les faits, rien à la division de l'Afrique en deux pôles ; celui des États pro-occidentaux et, à l'opposé, celui des prosoviétiques.

C'est dans cette dichotomie que Moscou (Capitale de l'URSS) s'impose comme un acteur agissant en Afrique et qu'elle entretient et renforce des liens d'influence avec plusieurs pays africains. En effet, si les premiers leaders soviétiques, notamment Staline, n'accordaient aucune attention à l'Afrique en la considérant comme un simple appendice des puissances coloniales¹⁷, sans intérêts pour la politique étrangère soviétique ; Nikita Khrouchtchev voyait dans les luttes pour la décolonisation une opportunité de s'inscrire dans l'anti-impérialisme et l'anti-colonialisme et, donc, l'occasion de pouvoir remonter un maximum de pays, notamment africains et latino-américains, contre l'Occident, d'une part, et contre la Chine qui avait commis l'impair de ne pas inviter Moscou à la conférence de Bandoeng. L'Afrique (en cours de libération) devait dans ce sens constituer une estrade d'hégémonie idéologique pour l'Union soviétique. Ceci devait passer par la culture, l'éducation et l'enseignement. Ainsi, en 1961, dix-sept pays africains signèrent des accords culturels avec l'URSS, comprenant non seulement l'envoi de professeurs, mais également l'octroi de bourses aux étudiants africains dans les universités soviétiques. En 1991, lorsque l'Union soviétique est démantelée, l'université Patrick Lumumba comptait encore 43 500 étudiants originaires de pays africains.

Plusieurs mouvements de libération des années 60 et 70 reçurent des soutiens politiques et matériels de la part de l'URSS, ces appuis allaient de la fourniture d'armes, au soutien politique en passant par la formation des combattants et l'encadrement idéologique des populations.

Plusieurs pays africains en quête d'indépendance dans les années 60 et 70 comptaient au moins deux mouvements de libération, l'un soutenu par les Occidentaux, voulant que le pays conserve son orientation libérale après l'indépendance et, l'autre, soutenu par l'Union soviétique, prônant plutôt une idéologie révolutionnaire, communiste ou socialiste selon les enseignes et les slogans choisis, soutenus par l'URSS. Tel fût le cas, par exemple, en Angola, où les Soviétiques avaient publiquement et matériellement participé à la guerre civile (1975-1992) en soutenant le MPLA (Mouvement populaire pour la Libération de l'Angola) contre l'UNITA (Union Nationale pour la Libération Totale de l'Angola). Ce fût également le cas au Mozambique où les Soviétiques soutenaient le FRELIMO (Front de Libération du Mozambique) contre la RENAMO (Résistance Nationale du Mozambique) dans la guerre civile qui les a opposés entre 1977 et 1992. Ces deux partis aidés par la Moscou soviétique, sont aujourd'hui toujours au pouvoir et en dépit de la disparition du slogan social-révolutionnaire ; leurs liens avec Moscou (devenue capitale de la simple Russie) restent amicaux et ne peuvent se départir d'une certaine reconnaissance.

En dépit de la dominance de la composante militaro-idéologique des relations entre l'Afrique et l'URSS, plusieurs accords commerciaux et d'aide financière entre l'URSS et des pays africains ont

17. Voir : "L'URSS et l'Afrique noire sous Khrouchtchev : la mise à jour des mythes de la coopération" par Vladimir Bartenev, in *Outre-Mer, Revue d'histoire*, Année 2007, pp. 63-82. https://www.persee.fr/doc/outre_1631-0438_2007_num_94_354_4253

été signés. D'ailleurs, on se rend peu compte du fait que l'ardoise de la dette effacée par Vladimir Poutine en 2019 à Sotchi concernait en sa majorité une dette soviétique.

Moscou, la capitale de la Confédération de Russie, revient en Afrique en capitalisant sur l'héritage de Moscou la soviétique dont elle assure la succession et le remplacement.

Dans sa quête de renouveau de puissance, Poutine prend plus exemple sur Khrouchtchev que sur Staline. Il sait que le continent est un espace utile à la construction d'un statut de puissance internationale.

2. Le nouveau déploiement russe en Afrique

- *De 2001 à 2019, Vladimir Poutine ravive les relations entre l'Afrique et Moscou*

Événements marquants dans la relation entre la Russie et l'Afrique entre 2001 et 2019

Année	Faits, actions et événements
2001	<ul style="list-style-type: none"> • Visite de six chefs d'État africains en Russie. • La Russie annule près de 80% de la dette de la Guinée Bissau. Une dette qui date de l'ère soviétique.
2006	<ul style="list-style-type: none"> • Moscou annule la dette de l'Algérie en échange d'un contrat de vente d'armement. • En septembre, Vladimir Poutine se rend en Afrique du Sud, c'est la première visite d'un dirigeant soviétique ou russe en Afrique subsaharienne. • Le fabricant russe d'aluminium Rusal entame ses investissements au Nigeria. • Vladimir Poutine se rend au Maroc.
2008	<ul style="list-style-type: none"> • La Russie annule la dette libyenne en échange de contrats de vente d'armement. La mort de Kadhafirompt ces contrats. • La Russie s'oppose aux sanctions et à l'embargo contre le régime de Mugabe au Zimbabwe.
2009	<ul style="list-style-type: none"> • Visite du président Medvedev et d'hommes d'affaires russes dans plusieurs pays africains.
2012	<ul style="list-style-type: none"> • Pour sécuriser des appuis à la position russe en Syrie, une délégation du gouvernement russe effectue une tournée africaine en Éthiopie, en Ouganda, au Libéria, à Madagascar et au Zimbabwe.
2013	<ul style="list-style-type: none"> • Établissement d'un partenariat stratégique et signature de contrats d'armement avec l'Égypte.
2014	<ul style="list-style-type: none"> • Vote aux Nations unies de la résolution condamnant l'annexion par les Russes de la Crimée, 29 pays africains votent contre la résolution ou s'abstiennent. Six pays ne sont pas présents.
2018	<ul style="list-style-type: none"> • Tournée de Lavrov dans cinq pays africains. • Premières révélations de la présence du groupe Wagner en République d'Afrique centrale, après la découverte des cadavres de trois journalistes russes.

-
- | | |
|-------------|--|
| 2019 | <ul style="list-style-type: none"> • La réunion d’Afreximbank (banque africaine d’import-export) se tient à Moscou. • Un journal de Riga rapporte la participation de 300 membres du groupe Wagner à la bataille de Tripoli, aux côtés du Général libyen Haftar. • A Sotchi, se tient entre les 22 et 24 octobre, le sommet Russie/Afrique rassemblant 43 chefs d’État et de gouvernements africains autour du président russe Vladimir Poutine. Plusieurs accords militaires et contrats d’armement sont signés. |
| 2022 | <ul style="list-style-type: none"> • La Russie lance l’invasion de l’Ukraine sous l’enseigne “ opération spéciale en Ukraine”. |
-

Source : informations traitées à partir de : DIPLOMATIE, N° 108 ; mars/avril 2021 ; pages 42 et 43.

Le cap de la Russie vers l’Afrique n’est pas uniquement une recherche de projection de puissance. Il est également une quête d’appui et de soutien dans la politique internationale russe ; en témoigne le timing du renforcement de l’offensive diplomatique en Afrique. En effet, ce renforcement s’accélère depuis 2014, date de l’annexion de la Crimée par la Russie.

Non seulement la Russie avait cherché en Afrique un espace de contournement des sanctions européennes ; mais également des voix qui se rangent de son côté et appuient ses thèses dans les instances internationales (voir vote de la résolution condamnant l’annexion de la Crimée sur le tableau ci-dessus). Cette tendance se confirme avec la guerre d’Ukraine où bon nombre de pays africains n’ont pas versé dans la condamnation de l’agression contre l’Ukraine.¹⁸ Les pays africains constituaient environ la moitié des pays s’étant abstenus ou n’ayant pas voté.

- ***La Russie en Afrique, une puissance surtout militaire***

La Russie qui ne pouvait faire l’économie d’une capitalisation sur les acquis de l’URSS pour son retour en Afrique, sait que le socle idéologique qui avait appuyé la pénétration et l’ancrage de la Russie soviétique en Afrique ne peut plus servir de levier de projection de puissance dans le monde post-guerre froide. La doctrine anti-occidentale et la lutte pour un monde multipolaire où ne s’exprime pas la seule volonté de l’Occident est souvent avancée par les Russes¹⁹, mais ne semble pas suffisante pour constituer une idéologie. Elle doit donc se présenter sous des visages autres que celui du leader idéologique. La Russie est également consciente des limites de ses capacités économiques et ne peut donc se prévaloir d’une potentielle coopération économique.

La question que se pose dès lors est de savoir ce que la Russie pourrait offrir aux Africains, et quel genre de relations établirait-elle avec le continent, et quels sont les domaines dans lesquels s’établiraient ces relations. En dehors d’accords sur la construction de centrales nucléaires, et dans le domaine de l’agriculture, notamment en ce qui concerne les fertilisants, l’aspect militaire et sécuritaire semble prendre le dessus en termes de coopération Russo-africaine :

- la carte ci-dessous montre clairement la prédominance de la composante militaire dans la

18. Vingt-huit pays ont condamné l’agression contre l’Ukraine ; ce sont le Bénin, le Botswana, le Cabo Verde, les Comores, le Gabon, la Gambie, le Ghana, la République démocratique du Congo, Djibouti, l’Égypte, la Côte d’Ivoire, le Kenya, le Lesotho, la Libye, le Libéria, le Malawi, Maurice, la Mauritanie, le Niger, le Nigeria, le Rwanda, Sao Tomé-et-Principe, les Seychelles, la Sierra Leone, la Somalie, la Tunisie, la Zambie, le Tchad.

L’Érythrée a été le seul pays à voter contre la résolution.

Dix-sept pays se sont abstenus (Algérie, Angola, Burundi, République centrafricaine, Congo, Guinée équatoriale, Madagascar, Mali, Mozambique, Namibie, République d’Afrique du Sud, Sénégal, Soudan, Soudan du Sud, Ouganda, Tanzanie, Zimbabwe).

Huit pays n’ont pas participé au vote (Burkina Faso, Cameroun, Eswatini, Éthiopie, Guinée, Guinée-Bissau, Maroc, Togo).

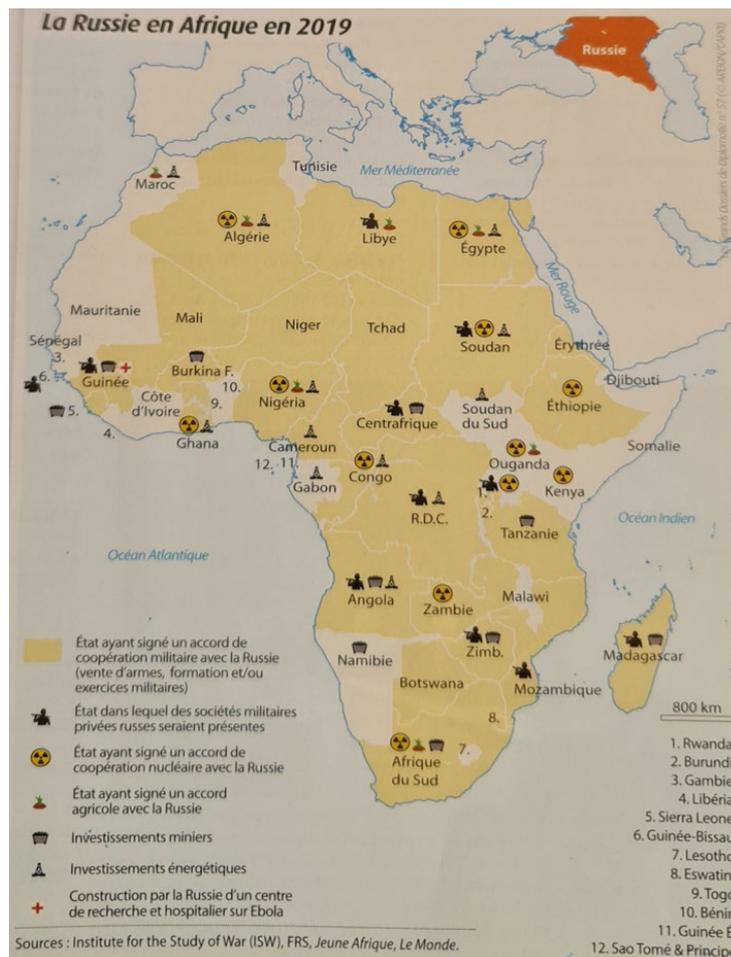
Voir : <https://www.bbc.com/afrique/region-62333395>

19. « C’est à nous de décider si nous voulons un monde où un Occident [...] totalement inféodé aux États-Unis [...] estime qu’il a le droit de décider quand et comment promouvoir ses propres intérêts sans respecter le droit international », avait déclaré Sergueï Lavrov, à Addis Abeba en juillet 2022.

coopération russo-africaine. Rares sont, d'après la carte, les pays africains n'ayant pas avec la Russie un accord portant sur l'aspect militaire ou sécuritaire ;

- l'appui sur la composante militaire pour construire l'édifice de la coopération entre la Russie et l'Afrique ressort également dans les cas algérien et libyen. En annulant les dettes des deux pays, respectivement en 2006 et 2008, la Russie exige la signature de contrats de vente d'armes russes à ces deux pays ;
- plusieurs responsables russes soulignent l'importance de la coopération militaire en Afrique, à l'instar d'Alexandre Mikheïv²⁰ qui déclare lors de sa participation au Salon de la sécurité/défense " Shield of Africa" à Abidjan, en 2019, que " cette année devrait être l'année de l'Afrique pour la coopération militaro-technique avec la Russie. Auparavant, Sergueï Lavrov, accompagné de Nicolaï Patrouchev, avait lors de sa tournée africaine de 2018, réitéré un message qui soulignait l'importance de la coopération militaire en assurant les Africains d'une " assistance russe aux partenaires africains pour la résolution des conflits internes et la lutte contre la menace terroriste...". Non seulement cette assistance se fait par la vente d'armes russes, mais également par la formation comme le précise le même Lavrov : " Une attention particulière est accordée à la création d'unités prêtes au combat susceptibles de lutter efficacement contre le terrorisme...".

La Russie en Afrique, une dominance de la coopération militaire



20. Alexandre Mikheïv est le Directeur général de ROSOBONEXPORT, agence russe de l'exportation des armes.

• *La Russie comme rival des puissances étrangères dans l'arène africaine*

Du temps de la guerre froide, l'URSS comptait deux grands rivaux ; les puissances occidentales, d'une part, et la Chine, d'autre part. La rivalité avec les puissances occidentales s'inscrivait dans l'opposition idéologique entre les camps Est et Ouest, et celle avec la Chine dans le contexte de la guerre que se livrait le communisme soviétique et celui maoïste.

La Russie arrive en Afrique dans la période post-guerre froide où l'idéologie ne détermine plus les allégeances dans les relations internationales et où la Chine fait de l'économie le levier principal de sa politique d'influence dans le continent. Dans un autre registre, la chute du mur de Berlin qui a sonné le glas du système bipolaire, avait ouvert la voie à l'émergence de plusieurs autres puissances intermédiaires qui prétendent au statut de puissances régionales, toutes conscientes de l'importance du théâtre africain dans la quête de pouvoir et d'influence, aussi bien dans les domaines politiques et diplomatiques que stratégiques et militaires.

Ces nouvelles données, combinées au nouveau statut de la Russie, handicapent les prétentions et ambitions russes en Afrique. D'une part, la Russie retourne après le moment d'absence qui a suivi le démantèlement de l'URSS et, d'autre part, la faiblesse économique de la Russie complique son retour en Afrique, d'autant plus que l'espace africain se trouve, au moment du retour de la Russie, saturé en matière d'influence et de partenariat. Partout, la Russie se trouve en seconde position par rapport aux puissances classiques (anciens colons), à la Chine, qui dispose d'un arsenal économique important ou par rapport aux puissances émergentes dont la quête d'influence en Afrique avait commencé au moins une décennie avant celle de la Russie.

Pour conclure :

Le point culminant de la quête de puissance du président russe est son "opération spéciale" déclenchée en Ukraine le 22 février 2022. Vladimir Poutine assigne à cette opération l'objectif déclaré de « dénazifier l'Ukraine », ce qui dans le langage du président russe signifie effacer l'Ukraine en tant qu'État aussi bien de la carte du monde que des annales de l'histoire.

Le déroulement de l'opération après sept mois de son déclenchement ne semble pas aller dans le sens voulu par le dirigeant russe.

Des erreurs de calcul stratégique dues à une surestimation des moyens conventionnels de son armée, à une sous-estimation de la volonté de résistance du peuple ukrainien et de la portée du soutien politique et militaire des USA à Kiev, conjuguées avec les sanctions occidentales, semblent affaiblir la Russie et mettre hors de sa portée l'objectif assigné à la guerre contre l'Ukraine.

Pratiquant une politique de va-tout, il est astreint à la fuite en avant pour s'engouffrer dans un jeu à somme nulle. Il doit gagner ou perdre. La victoire semble pourtant hors de la portée de ses moyens et la défaite signifie la fin de toute son ambition. Il ne reste que deux solutions :

- une voie diplomatique miraculeuse qui lui permet de sauver la face et de modérer ses visions de grandeur ;
- une fin apocalyptique où la Russie disparaîtra en entraînant avec elle une partie de l'humanité.

Ainsi, en exagérant sa quête de puissance la Russie s'est mise dans une position où elle ne sera plus jamais une puissance mondiale. Pour gagner, elle doit déclencher une guerre mondiale à laquelle elle ne survivra pas ; et si elle ne déclenche pas cette apocalypse elle sera défaite.

Références

- "L'engrenage", Sergueï Jirnov ; Albin Michel, 2022.
- "Putinism, Russia and its future with the West", Walteur Laqueur; Thomas Dunne Books St. Martin's Press, New York, 2015.
- "L'URSS et l'Afrique Noire sous Khrouchtchev : la mise à jour des mythes de la coopération" par Vladimir Bartenev, in Outre-Mer, Revue d'histoire, année 2007.

À propos de l'auteur, Abdelhak BASSOU

Abdelhak Bassou est sénior fellow au policy center for the New south. Il a occupé plusieurs postes au sein de la Direction générale de la Sécurité nationale marocaine où il était chef de la Division des frontières. Il a été directeur de l'Institut royal de police. Il a également été chef de la sécurité régionale et chef du renseignement général central. Il a contribué aux travaux de plusieurs organisations internationales, dont le Conseil des Ministres Arabes de l'intérieur, où il a représenté à plusieurs reprises la Direction générale de la sécurité nationale. Il est titulaire d'une maîtrise en sciences politiques et études internationales de la Faculté de droit, d'économie et de sciences sociales de l'Agdal à Rabat.

Policy Center for the New South

Suncity Complex, Building C, Al Bortokal Street, Hay Riad, Rabat - Morocco

Email : contact@policycenter.ma

Phone : +212 (0) 537 54 04 04 / Fax : +212 (0) 537 71 31 54

Website : www.policycenter.ma



THINK • STIMULATE • BRIDGE